



University for Peace



Dakar, l'heure des ponts

Pour une relation AES- Cédéao fondée sur la souveraineté, le respect mutuel et l'intérêt des peuples

Par Dr Abdoul Latif Aidara - Dakar, 18 octobre 2026

Ces 17 et 18 octobre, Dakar reçoit les premières consultations formelles entre la Confédération des États du Sahel et la Cédéao. Après des mois de méfiance, voici enfin une table, des dossiers et des interlocuteurs qui se parlent. Il faut saisir ce moment.

Depuis le CISPAIX, j'ai suivi pas à pas la dégradation des relations entre Bamako, Ouagadougou, Niamey et l'organisation communautaire : les sanctions, les ultimatums, les communiqués crispés, puis le départ, acté en janvier 2025. Je n'ai jamais cru que cette histoire devait se terminer sur une porte claquée. La rencontre de Dakar me donne, pour la première fois depuis longtemps, de bonnes raisons d'espérer.

Deux parties qui arrivent préparées

Il faut le dire d'emblée : personne ne vient à Dakar les mains vides.

Côté sahélien, le travail a été méthodique. Niamey en février 2025, Bamako en mai, puis Ouagadougou cette semaine. Les experts de la Task force confédérale ont d'abord défriché le terrain. Les trois ministres des Affaires étrangères, Karamoko Jean Marie Traoré, Abdoulaye Diop et Bakary Yaou Sangaré, ont ensuite arrêté une ligne commune. Elle tient en trois priorités : la souveraineté des États, la consolidation de la Confédération et la défense des intérêts des populations.

Côté Cédéao, le général Birame Diop, président de la Commission, a demandé vendredi aux ministres des États membres un mandat clair pour leurs négociateurs. Il a surtout révélé qu'un projet d'accord-cadre était déjà prêt : dix-huit domaines, cinq pôles, avec l'ambition affichée de préserver ce qui peut encore être construit en

commun. Cette formule m'a frappé. Elle dit à la fois la blessure et la volonté de la dépasser.

Quand deux délégations se présentent avec des dossiers aussi travaillés, c'est qu'elles veulent aboutir. Dans une région où l'on a beaucoup parlé les uns des autres et peu les uns aux autres, ce n'est pas rien.

Accepter la rupture, refuser la fracture

On ne négocie bien qu'à partir du réel. Et le réel, c'est que le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont quitté la Cédéao et n'ont aucune intention d'y revenir.

Ce choix a ses raisons. Au plus fort de leurs crises, ces trois pays ont eu le sentiment de recevoir des sanctions là où ils attendaient de la solidarité. On peut discuter cette lecture. On ne peut pas faire comme si elle n'existait pas. Celui qui viendrait à Dakar avec l'idée de ramener les « enfants prodiges » à la maison se tromperait de siècle.

Pour autant, une rupture institutionnelle n'est pas une fracture entre les peuples. Quiconque connaît ces frontières sait combien elles pèsent peu dans la vie des gens. Entre Kayes et Tambacounda, entre Dori et Téra, entre Gaya et Malanville, on se marie d'un côté à l'autre, on commerce, on suit les mêmes chemins de foi et les mêmes pistes de transhumance. Ces liens ont précédé la Cédéao. Ils lui survivront, et ils survivront à l'AES.

Je le constate aussi dans nos salles de cours. Au CISPAIX, des cadres burkinabè travaillent chaque année aux côtés de leurs collègues sénégalais et marocains. Aucun d'eux ne se demande si son voisin de table relève de la Cédéao ou de la Confédération. Ils partagent les mêmes questions, les mêmes menaces et, souvent, les mêmes réponses.

Le vrai défi de Dakar est là : organiser en droit la coexistence de deux ensembles distincts, sans que cette distinction devienne une distance.

La souveraineté n'est pas l'ennemie de l'intégration

On oppose trop vite la souveraineté revendiquée par l'AES à l'esprit d'intégration de la Cédéao. C'est une erreur d'analyse. Les coopérations qui durent sont celles que des États maîtres de leurs choix ont librement consenties. Une intégration vécue comme une tutelle fabrique du ressentiment. Une coopération négociée d'égal à égal fabrique de la confiance.

Le respect mutuel, ici, n'a rien d'une politesse diplomatique. Il suppose de traiter la Confédération comme un interlocuteur à part entière, d'entité à entité. Il suppose de

laisser à chaque peuple le soin de ses choix internes. Il suppose enfin de tourner la page des sanctions et des ultimatums.

Mais la souveraineté oblige aussi celui qui la revendique. Ce n'est pas un repli derrière ses frontières ; c'est la capacité d'assumer les effets de ses décisions sur ses voisins et d'en discuter avec eux. J'ai été sensible à la manière dont les ministres de l'AES ont parlé, à Ouagadougou, de responsabilité et de solutions africaines aux défis régionaux. C'est exactement le registre qui convient.

Ce qui compte vraiment pour les gens

Si la souveraineté fixe le cadre, ce sont les populations qui donnent son sens à la négociation. Trois dossiers me paraissent décisifs.

Le premier est la libre circulation. C'est l'acquis le plus concret de cinq décennies d'intégration ouest-africaine. Le commerçant, l'étudiant, le chauffeur routier, l'éleveur ou le travailleur saisonnier la vivent tous les jours sans y penser. La perdre serait une punition infligée aux plus modestes. L'AES en a fait l'un de ses enjeux principaux, et la Cédéao aurait tout intérêt à faire de même : pas de visa, droit de séjour préservé, documents d'identité mutuellement reconnus.

Le deuxième est le commerce. Le Sahel enclavé a besoin des ports de l'Atlantique, et les économies côtières ont besoin des marchés de l'intérieur. Pour un Sénégalais, il suffit de regarder le corridor Dakar–Bamako pour comprendre que la moindre barrière douanière frapperait les deux rives en même temps.

Le troisième, à mes yeux le plus grave, est la sécurité. Les groupes armés qui opèrent au Sahel ne demandent pas de passeport. Depuis plusieurs années, nous documentons au CISPAX leur avancée vers les États côtiers. Aucun pays, aucune organisation ne s'en protégera seul. Partage du renseignement, coordination aux frontières, lutte contre les trafics qui financent l'insécurité, prise en charge des déplacés : tout cela doit continuer, quelle que soit la couleur institutionnelle des États concernés. Une Afrique de l'Ouest divisée serait le meilleur cadeau qu'on puisse faire aux réseaux jihadistes.

Pourquoi Dakar

Le choix de Dakar a du sens. Le Sénégal partage avec le Mali une longue frontière, un passé fédéral commun, celui de l'éphémère Fédération du Mali, et une interdépendance économique quotidienne. Notre pays a toujours préféré le dialogue à l'affrontement, et son président a été associé dès 2024 aux efforts de facilitation entre la Cédéao et les États sahéliens.

J'ai appris une chose durant mes années d'implication dans le processus de paix en Casamance : on ne construit rien de durable sur l'humiliation de l'autre. Nos anciens le savaient. Sous l'arbre à palabres, on ne se lève pas avant que chacun ait été entendu, et la parole donnée engage plus que bien des signatures. Si cette culture-là inspire les échanges de Dakar, beaucoup de choses deviennent possibles.

Ce que j'attends de Dakar

Je n'attends pas de miracle en deux jours. J'attends des fondations.

Un accord-cadre de partenariat d'abord, qui reconnaisse la personnalité juridique de chacune des deux organisations et pose des principes simples : égalité, non-ingérence, réciprocité, bon voisinage. Ensuite, un protocole qui garantisse aux citoyens les droits de circulation et d'établissement qu'ils ont déjà. Un régime commercial qui laisse les corridors respirer. Un mécanisme de coopération sécuritaire, centré sur le renseignement et la criminalité transnationale. Et surtout une commission mixte permanente, pour que les désaccords de demain se règlent autour d'une table plutôt que par communiqués interposés.

Ce ne serait ni une réintégration déguisée, ni une séparation sèche. Ce serait la preuve qu'une Afrique de l'Ouest adulte peut accueillir des choix politiques différents sans renoncer à un destin commun.

Des ponts plutôt que des murs

On jugera les négociateurs de Dakar non à la dureté de leurs positions, mais à ce qu'ils auront su bâtir ensemble. Souveraineté des États, solidité de la Confédération, intérêts des populations : rien de tout cela n'interdit de préserver ce qui nous unit. Au contraire, c'est la condition pour le faire durablement.

Je souhaite sincèrement que ces consultations débouchent sur de vraies convergences de vues, et que l'intérêt supérieur de l'Afrique reste la seule boussole autour de la table. L'Afrique n'a jamais grandi derrière des murs. Elle a grandi par ses ponts : ceux des caravanes, des confréries, des marchés et des familles qui, depuis des siècles, relient le Sahel à l'océan.

Dakar a rendez-vous avec cette mémoire. J'espère qu'elle saura s'en montrer digne.

Dr Abdoul Latif Aidara

Géopolitologue, Directeur général du CISPAIX
Coordonnateur UPEACE pour l'Afrique francophone

